

Le président burundais appelle les enseignants grévistes à la raison

PANA, 13/03/2010 Bujumbura, Burundi - Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a tenté de sensibiliser les enseignants du primaire et du secondaire en grève depuis une semaine sur les dures réalités du pays, dans l'espoir de les ramener à la raison, a constaté la PANA. Lors d'une rencontre, vendredi, avec les gouverneurs des 17 provinces, le président burundais a notamment rappelé que le pays tirait 50 pour cent de ses moyens financiers de l'extérieur et que par conséquent il ne pouvait pas satisfaire toutes les revendications des grévistes. Ces derniers exigent le paiement de deux années d'arriérés de salaires, soit l'équivalent de 43 millions de dollars américains pour 42.000 enseignants. Le gouvernement n'aurait, pour le moment, que la moitié de la somme à proposer aux enseignants, en attendant de régulariser la situation sur une période de cinq ans, faute de liquidités immédiatement disponibles dans les caisses de l'Etat pour satisfaire les revendications, indique-t-on au ministère de l'Enseignant primaire et secondaire. Le bras de fer continue donc et le gouvernement a pris des mesures sécuritaires autour des écoles après la propagation de rumeurs sur de possibles violences physiques contre les enseignants qui seraient tentés de briser le mouvement de grève. Deux syndicats nouvellement agréés avaient appelé à la poursuite du travail peu avant le déclenchement de la grève, mais sans grand succès pour le moment. Le chef de l'Etat a averti que les enseignants grévistes ne seront pas payés pour toute la durée de l'arrêt de travail. Le Conseil national des personnels de l'enseignement du secondaire (CONAPES), le Syndicat libre des enseignants du Burundi (SLEB) et le Syndicat des travailleurs de l'enseignement du Burundi (STEB) sont les trois principaux syndicats qui ont appelé à la grève en cours dans le secteur de l'éducation nationale. La grève est d'autant plus mal ressentie par les élèves et les parents qu'elle a débuté au moment où allaient commencer les examens du deuxième trimestre.